

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 4

Numéro dans les séries spéciales :
1392 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n°	du

APUREMENT PAR LES TRESORIER-PAYEURS GENERAUX
DES COMPTES
DE CERTAINS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

DOCUMENTS A ANNOTER

Circulaire n° 1293 du 24 septembre 1953 (B. S. T. 35 R).
Circulaire n° 1833 du 14 février 1957 (B. S. T. 9 R).

La compétence des Trésoriers-Payeurs Généraux en matière d'apurement des comptes des établissements d'enseignement a été fixée en dernier lieu par le décret n° 63-960 du 17 septembre 1963. Ce texte a été publié en annexe à l'instruction n° 63-149-T du 4 novembre 1963.

La procédure applicable demeurerait celle déterminée pour l'apurement des comptes des communes et établissements communaux par la circulaire n° 3082 du 20 novembre 1935, sous réserve des dispositions particulières prévues par les circulaires n° 1293 du 24 septembre 1953 (B. S. T. n° 35 R) et n° 1833 du 14 février 1957 (B. S. T. n° 9 R).

Selon ces circulaires, la décision administrative rendue par le Trésorier-Payeur Général sur les comptes d'un établissement d'enseignement est notifiée au chef de cet établissement et au Ministre de l'Education Nationale.

D'autre part, deux copies du rapport d'ensemble établi par le Trésorier-Payeur Général sur l'apurement des comptes des établissements d'enseignement sont transmises au Ministre de l'Education Nationale sous le timbre des Directions du Second Degré et de l'Enseignement technique.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
6

RGS	PGS	TPG	DOM
-----	-----	-----	-----

Des réformes de structure intéressant le Ministère de l'Education Nationale conduisent à modifier les dispositions prévues en matière de transmission de ces documents.

En effet, plusieurs académies ont fait l'objet de mesures de déconcentration ; par ailleurs, des changements sont intervenus dans la répartition des attributions entre les services de l'Administration Centrale de ce Département.

*
* *

La présente instruction a pour objet d'informer les Trésoriers-Payeurs Généraux des modifications apportées aux dispositions actuelles.

1° Dans les départements relevant des académies ayant fait l'objet de mesures de déconcentration, c'est le Recteur d'académie qui sera désormais destinataire des documents adressés précédemment au Ministère de l'Education Nationale.

C'est donc au Recteur que seront adressées les décisions administratives rendues sur les comptes des établissements d'enseignement, et une copie du rapport d'ensemble annuel contenant les observations formulées sur la gestion financière des établissements.

La mesure intéresse l'ensemble des départements situés dans le ressort des académies suivantes :

Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes.

2° Dans les départements autres que ceux relevant des académies désignées ci-dessus, le Ministère de l'Education Nationale continuera à recevoir les décisions individuelles sur les comptes, mais ne recevra plus qu'une seule copie du rapport d'ensemble annuel.

Les décisions et la copie du rapport seront adressées sous le timbre de la Direction de la Pédagogie, des Enseignements Scolaires et de l'Orientation, Service d'organisation et de gestion des Etablissements scolaires, bureau 06.

*
* *

En raison des modifications intervenues dans l'organisation de la Direction de la Comptabilité Publique depuis l'envoi des instructions visées ci-dessus, il est précisé que la copie du rapport annuel destinée à la Direction doit lui parvenir sous le timbre du Bureau D 4.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
P. PÉPIN